

Questions orales

Il faut remarquer qu'une rencontre a eu lieu le 15 mai. Les représentants gouvernementaux présents ont souscrit à une augmentation de la taille minimale.

Je pourrais ajouter également que l'industrie de l'Île-du-Prince-Édouard est basée surtout sur le homard de conserverie qui n'est pas touché par les règlements américains.

Des voix: La réponse est trop longue!

M. Crosbie: Ce sont là les faits. Si mon vis-à-vis veut parler de grandiloquence, il ferait mieux de songer à ses propres déclarations grandiloquentes.

Des voix: Bravo!

LES NOTES DIPLOMATIQUES DE PROTESTATION

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'encourage vivement le ministre à poursuivre sur la même voie, car c'est maintenant le meilleur partisan que nous ayons dans notre lutte contre cet accord!

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le ministre est en fait en train de nous dire ceci: «Il n'y a aucun problème au sujet des pommes de terre et aucun problème au sujet du homard. Cependant, nous avons quand même envoyé une note diplomatique de protestation parce que c'est contraire à l'esprit de l'accord». Bien sûr, c'est contraire à l'esprit de l'accord.

Il y a deux questions qui se posent. La première, c'est que le premier ministre est prêt à céder n'importe quoi pour préserver l'accord. La seconde met en cause l'honnêteté du gouvernement dans les réponses qu'il donne à la Chambre au sujet de cet accord.

Pourquoi le ministre du Commerce extérieur a-t-il dit hier en réponse au député d'Egmont qu'il n'y avait aucun problème au sujet du homard et des pommes de terre, alors qu'il était en train d'envoyer une note diplomatique aux États-Unis, comme il l'a révélé hors de la Chambre? Pourquoi n'a-t-il pas dit honnêtement: «Oui, il y a un problème. Oui, c'est contraire à l'accord commercial et j'ai envoyé une note diplomatique de protestation aux États-Unis»? Pourquoi n'a-t-il pas donné une réponse franche et nette hier à la Chambre?

Des voix: Bravo!

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je viens d'expliquer la situation. J'ai exposé les faits, mais l'honorable chef de l'opposition se refuse à considérer les faits.

Il dit: «Quel est le problème?» Le problème, c'est le protectionnisme américain, nous le reconnaissons. Sous la direction du premier ministre, nous avons pris des mesures pour le combattre. Nous avons négocié un accord qui aidera considérablement le Canada l'année prochaine s'il est mis en oeuvre.

Quelle solution le chef de l'opposition propose-t-il? Il prend la parole tous les jours à la Chambre. Il se plaint des Américains avec ses collègues, mais il ne fait rien, lui. Il veut seulement se débarrasser des moyens de protection que nous avons négociés et qui entreront en vigueur l'année prochaine.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, les moyens de protection que le gouvernement a négociés ne protègent pas nos pêcheurs de homards, ils ne protègent pas les producteurs de pommes de terre du Canada atlantique. Voilà où en sont les choses.

Des voix: Bravo!

[Français]

LES SUPPOSÉES CONCESSIONS FAITES AUX AMÉRICAINS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, pourquoi les pêcheurs de homard de la Gaspésie, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, sont-ils les victimes de l'Accord commercial signé par le premier ministre? Est-ce que le gouvernement n'a pas déjà fait assez de concessions aux États-Unis? Et pourquoi aussi les producteurs de pommes de terre sont-ils les victimes de l'Entente commerciale avec les États-Unis?

Le premier ministre a déclaré à maintes reprises qu'il ne tolérerait pas d'amendements ou de concessions à son Accord avec les États-Unis. Pourquoi ces concessions déjà faites aux Américains au sujet des pommes de terre et du homard?

[Traduction]

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, on n'a fait aucune concession aux États-Unis. Je viens d'expliquer qu'au sujet des pommes de terre, on veut donner au président le pouvoir de négocier, comme s'il avait besoin d'une autorisation. C'est tout ce qu'on fait. Les pommes de terre ne sont nullement menacées.

Elles le seraient, pourtant, si le parti du député remportait les élections—ce qui ne va pas se produire, bien sûr—et déchirerait l'entente. Les pommes de terre seraient alors très menacées. Nous aurions à ce moment-là un premier ministre qui a dit vouloir exporter de l'eau, non pas pour l'argent mais pour l'accès aux marchés. Il échangerait l'eau, les pommes de terre et le poisson contre l'accès au marché américain.

M. Turner (Vancouver Quadra): Lisez la citation au complet.

M. Crosbie: C'est ce que le chef de l'opposition a dit. Nous protégeons les Canadiens. Il trahirait leurs intérêts tout comme il l'a dit en 1968.